



Montreuil le 31 mai 2017

Communiqué suite à la réunion au ministère des transports du 31 mai 2017

Ce jour s'est tenue une réunion au ministère du transport, à la demande de ce dernier, concernant les barrages filtrants dans les dépôts de carburants et le conflit matières dangereuses.

La CGT peut se féliciter d'avoir obtenu de réelles avancées pour tous les salariés du secteur lors de cette réunion, notamment en matière de santé et de sécurité au travail, au travers de :

- L'ouverture d'une table ronde, le 16 juin, où seront invités, en plus des acteurs usuels, les donneurs d'ordre qui sont les pétroliers ainsi que la grande distribution, pour évoquer un socle minimum via de nouveaux contrats types.
- Le 19 juin, un groupe de travail sur les classifications afin d'y insérer les spécificités des métiers, qui établiront les grilles de salaires.
- Enfin le 10 juillet, une commission mixte paritaire qui validera l'ensemble du rendu des deux réunions précédentes.

LA FNST CGT APPELLE A LA REPRISE DU TRAVAIL

Lors de cette réunion nous ne pouvons que déplorer l'attitude des autres organisations syndicales qui ne semblent pas à l'écoute de leurs adhérents, ni des salariés, pourtant nombreux dans ce mouvement. Nous ne comprenons pas leur posture qui va à l'encontre du progrès social dans la profession. FO est pourtant signataire de l'accord reconnaissance matières dangereuses pour les DOM/TOM.

Sûrement ont-ils un mode de fonctionnement différent du nôtre qui n'est pas sans rappeler pour certaines centrales leur absence l'année dernière, lors du conflit de la loi travail.

Là aussi la CGT avait raison, puisqu'en fin d'année nous avons obtenu un décret, retirant de fait la profession de cette loi régressive notamment sur la rémunération des heures supplémentaires.

Nous porterons donc ce combat seuls, et continuerons à défendre l'intérêt des salariés pour une convention collective qui réponde aux besoins des salariés et aux besoins de la profession.

Nous remercions tous les salariés, syndiqués ou non, de la CGT ou non, qui se sont impliqués dans la lutte et les appelons à nous rejoindre pour partager ensemble nos revendications.